

# Nous refusons que l'État abandonne les universités !

Depuis janvier 2021, la LPR impose aux établissements une série de nouvelles dépenses : augmentation de la prime statutaire des enseignant·es-chercheur·es, augmentation des dépenses liées aux référentiels d'activités, augmentation des dépenses liées aux primes individuelles, augmentation des dépenses pour abonder la nouvelle dotation des néo-MCF, etc. Dans le même temps, l'enveloppe ministérielle ne suit pas, contribuant à créer ou recréer le déficit des universités les moins dotées.

En juillet dernier, le point d'indice a augmenté de 3,5 %, et si nous nous accorderons pour dire que c'est largement insuffisant, force est de constater que ***l'État ne finance plus la totalité du salaire des agent·es de la fonction publique*** puisque sur le budget 2022 aucune augmentation de la dotation de l'université n'est prévue pour faire face à cette hausse imposée de ses dépenses (à Paris 8 : 1,8M€ pour la période de juillet à décembre 2022). Par ailleurs, l'inflation des prix de l'énergie due à la crise économique actuelle va mécaniquement et drastiquement augmenter les dépenses des établissements. Non seulement les universités ne sont pas incluses dans le bouclier tarifaire, mais là encore la ministre, lors de son discours du 15 septembre 2022, explique que l'inflation ne sera pas compensée, tout en enjoignant les universités à « *ne pas choisir entre le chauffage et les postes* » !

En vérité, cela fait longtemps que nous n'avons plus les moyens d'assurer un service public à la hauteur de nos missions. Le mal-être de notre communauté est vécu à tous les niveaux (enseignant·es-chercheur·es, BIATOSS, et étudiant·es, d'autant plus pour ceux et celles en contrat emploi-étudiant qui participent à nos missions). Chaque année depuis plus de dix ans, l'afflux de nouveaux et nouvelles étudiant·es augmente, sans que nous soyons en mesure d'adapter réellement nos capacités d'accueil, c'est-à-dire construire les locaux et recruter les personnels nécessaires au maintien de conditions de travail et d'études décentes.

Les étudiant·es, déjà fortement touché·es par l'inflation et la précarité au quotidien, sont donc en plus obligé·es de souffrir le manque de moyens criants à l'université, soit à travers les politiques de sélection qui en jettent plusieurs milliers chaque année aux bans de l'université soit à travers le manque de salles, de matériel et de conditions adéquates pour étudier.

Face à cette situation devenue intenable, nos organisations, notamment par la voix de nos élu·es au Conseil d'administration de l'Université Paris 8, proposent unitairement à l'ensemble des personnels et usagers de notre communauté universitaire de montrer au gouvernement notre détermination collective à ne plus le laisser maltraiter le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

**Nous exigeons que la dotation de notre université soit revue à la hausse par notre ministère de tutelle, afin que soit prise en compte la réalité de nos besoins.**

Sans réponse positive du ministère d'ici la fin de l'année 2022, nous ne serons pas en mesure de faire la rentrée de janvier 2023 après les vacances de fin d'année : à la place, nous vous proposons de nous retrouver tous les jours à partir du 9 janvier 2023 devant notre ministère de tutelle (1 rue Descartes, 75005 Paris) jusqu'à ce que celui-ci finance l'intégralité de nos salaires et nous donne les moyens de mener à bien nos missions dans des conditions de travail et d'études décentes.

La prochaine séance de notre Conseil d'administration aura lieu le 21 octobre. D'ici là, nous appelons l'ensemble de notre communauté universitaire, personnels et étudiant·es, à affirmer son soutien à cette motion et à la proposition d'action que nous y formulons, en se réunissant en assemblée générale à tous les niveaux : départements, laboratoires, composantes ; dans toutes les instances, conseils et comités ; et aussi en assemblée générale de lutte, pour nous coordonner au niveau de l'établissement.

Motion unitaire : CGT FERC Sup Paris 8, SNESup FSU Paris 8, SUD Éducation Paris 8, Dionysoise, SNASUB FSU, Solidaires Étudiant·es Paris 8, Poing Levé Paris 8, UNEF Paris 8.

